

CONTRE LA BAISSSE DES SALAIRES RÉELS !

NOUS NE SOMMES PAS LA VARIABLE D'AJUSTEMENT DU GOUVERNEMENT !

PROPOSITION DU GOUVERNEMENT LUISIER :

15 MILLIONS VERSÉS EN UNE FOIS, SEULEMENT SUR 2024 (ÉQUIVALANT À ENVIRON 15.-/MOIS PAR PERSONNE OU À UNE COMPENSATION DE LA VIE CHÈRE D'ENVIRON 0,18%, NON PÉRENNE).

Cette prime pourrait être discutée « chaque année lorsqu'il y a inflation », selon les termes mêmes du gouvernement Luisier.

Le gouvernement dévoile ainsi qu'il veut non seulement ne pas indexer pleinement les salaires 2023 mais, surtout, que cela inaugure un nouveau dispositif dans lequel la « prime vie chère », qui ne fait pas partie du salaire (donc non pérenne et pas intégrée au calcul de la pension de retraite) est octroyée à bien plaisir en compensation la non-indexation (partielle ou totale) des salaires au coût de la vie.

Le gouvernement avec son « approche globale » nous dit simplement que les salaires des employé·e·s des services publics et

parapublics deviennent la variable d'ajustement du budget.

Dans ce nouveau dispositif, s'il reste de l'argent après les arbitrages entre départements et les baisses d'impôts, alors, peut-être, le gouvernement octroiera-t-il un bout d'indexation et une part de prime.

Cela signifie que le gouvernement compte financer les prestations en partie sur le dos des salarié·e·s qui les délivrent.

Cela signifie l'abandon de la possibilité d'une indexation automatique à l'IPC.

Cela signifie que l'on peut s'attendre à voir nos salaires réels continuer à baisser à chaque période d'inflation si on les laisse faire. Donc dès 2024.

UN CANTON QUI A 5.3 MILLIARDS D'EXCÉDENTS BUDGÉTAIRES N'A-T-IL PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE BAISSER LE SALAIRE DE SES EMPLOYÉ·E·S ?

NOUS PENSONS QUE SI, VOUS AUSSI ? ALORS MOBILISEZ-VOUS !

MARDI 28 MARS

JOURNÉE DE GRÈVE ET MOBILISATION

MANIFESTATION DU SERVICE PUBLIC ET PARAPUBLIC

RDV 17H45 (ESPLANADE DE MONTBENON)

SEMAINE DU 27 AU 31 MARS

ACTIONS, GRÈVES ET MOBILISATIONS